

P. 6 Grand format
L'aide à la numérotation
et à la dénomination
des voies

P. 8 D'intérêt général
La proximité au service
de l'autonomie
des jeunes

P. 12 Traits d'union
La Poste s'implique dans
le développement des
énergies renouvelables

postéo

OCCITANIE





Christian Carles,
délégué régional du groupe La Poste
en Occitanie

La nécessaire adaptation des réseaux de services était au programme d'une rencontre organisée au début du printemps par le groupe La Poste à la Chambre régionale de commerce et d'industrie. Comme La Poste, des réseaux aussi divers que celui des buralistes, des chambres consulaires ou des services des impôts font le constat de la nécessaire adaptation de leurs points de contact, afin de répondre à trois défis : la digitalisation croissante de ces services, l'amélioration du service rendu et le maintien de la présence dans tous les territoires.

Faire de la transformation une opportunité est le défi que La Poste relève aux côtés des élus en région. Une des réalisations exemplaires en Occitanie est la création d'un espace de services publics et numériques à Belpèch, petite commune audoise, adossé à La Poste agence communale. Pour garantir un service de qualité aux habitants dans les communes de moins de 2000 habitants, La Poste développe des synergies afin de créer des points de services de proximité, avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire ou des porteurs de projet locaux. En zone urbaine comme en zone rurale, de nombreux points de services offrent désormais aux habitants les services de La Poste dans leurs commerces de proximité.

La Poste propose toujours plus de services de proximité. Grâce aux France services ouvertes dans le réseau postal, les habitants des zones rurales auront accès d'ici à la fin de l'année à un bouquet de 250 activités de services publics de l'État et autres partenaires. Les premiers conseillers numériques La Poste ont pris leurs fonctions à la fin février dans certaines d'entre elles, afin d'accompagner les usagers dans leurs démarches en ligne. La Poste maintient aussi sa présence en zone rurale ou de montagne à travers les bureaux mutualisés facteurs-guichetiers. À noter, enfin, que La Poste, qui compte environ 80 sites de passage de l'examen du Code de la route, propose depuis le mois de juin la possibilité de passer l'examen théorique du permis bateau.

Bel été à tous!



postéo

OCCITANIE



Certaines photos du magazine ont été prises avant la crise sanitaire.

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Occitanie – **Directeur de la publication** : Christian Carles. **Directrice de la rédaction** : Sophie Muntadas. **Rédactrice en chef** : Marie-Pierre Bos. **Rédactrice** : Farrah Legerot. **Crédits photo** : Adobe Stock, Ingrid Deléris, Léa Rameau, Éric Huynh. **Pages nationales – Directrice de la publication** : Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction** : Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef** : Aurélie Dehecq. **Crédits photo** : Make.org, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation** : HAVAS PARIS. **Imprimerie** : Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal** : juin 2022. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.

OCCITANIE

Facteur de fierté

-9%

c'est la baisse de la mortalité routière en 2021, par rapport à 2019. Le nombre de tués a diminué, à l'exception de la tranche des 65-74 ans.



PRÉVENTION ROUTIÈRE

La bonne conduite des seniors à Prades

La ville de Prades propose cette année huit ateliers de sécurité routière d'une demi-journée à ses concitoyens âgés de plus de 60 ans. Ces ateliers gratuits ont bénéficié du soutien de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus des Pyrénées-Orientales et sont organisés par La Poste, en lien avec CapSecur. Emmanuel Calt, chef de la police municipale, est à la manœuvre. « C'est une première sur Prades, et vu le nombre de demandes, je pense que nous renouvelerons l'opération. » La gendarmerie nationale est également présente sur ces ateliers : mise à niveau du Code de la route, partage de l'espace public avec les vélos et les trottinettes, et quelques notions d'écoconduite, que chaque participant teste grâce à un simulateur de conduite. Cette formation interactive et ludique contribue à garantir l'autonomie des seniors dans leurs déplacements.



SERVICES DE PROXIMITÉ

La Poste soutient la culture

La Communauté de communes du Clermontais a organisé un système d'échanges de biens culturels entre ses différentes bibliothèques. Elle a fait appel à l'expertise de La Poste en matière de portage de biens culturels pour mettre en place une navette de circulation des livres et de documents. « Plutôt que de mettre en place une navette intercommunale, nous avons souhaité nouer un partenariat avec La Poste, qui connaît très bien le territoire. Cela nous permet aussi de contribuer au maintien du service public en milieu rural », précise Claude Valéro, vice-président de l'intercommunalité et délégué à la culture. Les usagers peuvent, d'un simple clic, réserver leurs ouvrages sur le portail dédié et se les faire livrer jusqu'à la bibliothèque de leur choix, parmi les 10 adhérentes au service.



EN SAVOIR PLUS
<https://bit.ly/3Mpv2gs>

Chiffre clé

92%

de la population tarnaise
sont à moins de 5 kilomètres
ou vingt minutes en voiture
d'un point de services La Poste.
Le département en compte 116.



PARTENARIAT

« Tous partenaires » dans le Tarn

La rencontre annuelle des 47 maires du Tarn qui ont une La Poste agence communale sur leur territoire a eu lieu en mars. Cette rencontre des collectivités partenaires est organisée par La Poste en présence du président de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) et d'un représentant de l'État. Un rendez-vous attendu par les élus, afin d'échanger sur le fonctionnement des agences postales, la formation des agents communaux, l'offre de services et le partage de bonnes pratiques. François Bono, maire de Lacrouzette, indique apprécier « la liberté de mise en place des horaires d'ouverture, adaptés aux attentes des usagers et aux spécificités locales. Le financement de matériel informatique par La Poste a permis de créer un espace numérique en libre-service, très utile, utilisé par les habitants pour de nombreuses démarches en ligne ».



CONCIERGERIE

La Poste s'invite au CHU de Nîmes

Happytal, spécialiste de l'accompagnement des établissements sanitaires et médico-sociaux, et La Poste s'associent pour proposer des services postaux aux patients et personnels hospitaliers du CHU de Nîmes. La plateforme services-courrier-colis de Nîmes assure la livraison des courriers et des colis aux portes de l'hôpital, et les équipes de conciergerie Happytal s'occupent de les distribuer aux patients et au personnel de santé. Romain Revellat, président et cofondateur d'Happytal, déclare : « Nous sommes très heureux qu'un acteur national comme La Poste nous fasse confiance pour mener à bien notre mission auprès des patients malheureusement isolés, mais aussi auprès du personnel de santé, à qui nous facilitons la vie en lui permettant de recevoir ses colis directement sur son lieu de travail. »



EN SAVOIR PLUS
<https://www.happytal.com/fr/>

Chiffre clé

18

villes en France ont testé
l'externalisation du recensement
de leur population.



RECENSEMENT

4 237 foyers recensés à Aureilhan

Aureilhan est l'une des trois communes d'Occitanie ayant confié le recensement de sa population à La Poste. La connaissance fine qu'a cette dernière du territoire communal a motivé le choix de la mairie. En début d'année, La Poste met à disposition 19 facteurs, comme agents recenseurs, ce qui simplifie considérablement l'organisation de l'opération pour la collectivité. « De notre côté, précise Christian Zytynski, maire-adjoint et chargé du suivi des opérations du recensement, nous mettons en place une cellule informatisée de collecte des données de recensement. Les facteurs recenseurs travaillent en lien étroit avec deux agents territoriaux du pôle services à la population de la mairie, qui contrôlent et enregistrent quotidiennement les opérations. » Assermentés, professionnels et bénéficiant d'un solide capital confiance, les facteurs ont assuré le recensement de 99% des foyers concernés.



PRÉSENCE POSTALE

Du pain, des fruits et un emballage colis

Situé sur le Larzac en Aveyron, à 12 kilomètres de La Cavalerie, le petit village de Cornus ne comptait qu'un seul commerce jusqu'à l'année dernière, l'hôtel-bar-restaurant du village. Lorsque Loïc et Mélanie Micheli font part au maire de Cornus de leur souhait d'implanter une boulangerie-épicerie, la mairie leur a proposé un accord avec La Poste, pour aménager de nouveaux locaux afin d'héberger sur un même site l'agence postale communale et le nouveau commerce. Mélanie Micheli, employée par la mairie de Cornus et cogérante du point multiservice, accueille depuis avril 2021 les clients venus des villages et fermes isolées du plateau. Sans avoir à se rendre à La Cavalerie, ils peuvent acheter des timbres ou envoyer un colis tout en faisant leurs courses.

Pour son attractivité, l'Ariège mise sur des adresses de qualité

Rapidité d'intervention des services de secours, déploiement du très haut débit (THD), efficacité de l'acheminement des colis...

La qualité des adresses est indispensable à une commune pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Jusqu'à récemment, l'Ariège était l'un des départements les moins adressés de France. La loi 3DS de février 2022 instaure l'obligation pour toutes les communes – y compris celles de moins de 2 000 habitants, qui n'étaient jusque-là pas concernées – de dénommer et numéroté leurs voies.

Une action conjointe des services de l'État, de l'association départementale des maires et de La Poste permet au département de rattraper son retard en la matière, avec l'aide financière d'une dotation d'équipement des territoires ruraux exceptionnelle. Chaque semaine, des communes ariégeoises sollicitent La Poste pour étudier la situation de leur adressage. Plus d'une quarantaine de communes ont déjà confié à l'expertise de La Poste la révision de leur adressage. Une vingtaine d'autres dossiers sont en cours d'étude.

G.R.A.N.D. R.M.A.T



« Cela fait environ quatre ans que je travaille sur la dynamique d'amélioration de l'adressage que mène le département. »

L'Ariège est en effet l'un des départements les moins adressés de France. C'est aussi un département très touristique. Or, la qualité de l'adresse participe à l'attractivité du territoire. Lorsque je rencontre les élus, le premier critère cité est celui de la sécurité pour permettre un accès rapide des secours. Le second critère est celui de la géolocalisation. Face au développement de l'e-commerce, les communes doivent faciliter la distribution des colis aux différents prestataires de livraison. Enfin, le déploiement de la fibre a été un accélérateur de la mise en conformité des adresses sur le territoire. La Poste mène un accompagnement sur mesure des communes, de la dénomination et la numérotation des voies jusqu'à la pose des plaques de rue si besoin. »

Véronique Varsier,
responsable de l'action commerciale La Poste pour la zone Ariège Comminges



« Lors des élections municipales de 2020, il a été constaté un retour important de plis non distribuables en raison d'adresses erronées. »

En association avec l'État et le groupe La Poste, nous avons pris le problème à bras-le-corps. L'association des maires que je représente et le préfet ont signé une lettre conjointe pour alerter les maires de cette problématique. Afin de faire face à l'investissement que représente la mise en conformité des adresses, nous avons porté le seuil d'aide de la DETR⁽¹⁾ jusqu'à 80% au lieu des 20% à 50% traditionnels. Sur les années 2020 et 2021, l'aide de la DETR a atteint 120 000 euros, pour un budget global de 150 000 euros. Le travail sur l'aide à la dénomination et à la numérotation des voies entre La Poste et les communes se poursuivra jusqu'à la fin de l'année, sur la base de ce dispositif. »

Norbert Meler,
président de l'Association des maires et des élus de l'Ariège

(1) Dotation d'équipement des territoires ruraux.

Près de 60 communes ariégeoises ont confié leur ADN à La Poste depuis 2020.

80 %
du budget a été financé par la DETR.



La proximité au service de l'autonomie des jeunes

Aujourd'hui, la jeunesse doit faire face à un futur toujours plus incertain. Pour l'aider à s'émanciper, le groupe La Poste renforce les offres et services qui lui sont dédiés et multiplie ses actions dans les territoires, de la scolarité jusqu'à leur insertion professionnelle.

Au contact quotidien de millions de Français, La Poste connaît les traits de caractère de la jeunesse : adepte du numérique, exigeante en matière d'expérience client, habituée à la gratuité... Elle sait aussi qu'au-delà de quelques points communs les jeunes n'ont pas tous les mêmes besoins selon leur âge, leur niveau d'éducation, leur lieu de vie ou leur maîtrise du numérique, par exemple.

Que chacun trouve une place dans la société

Favoriser l'inclusion sociale est l'un des quatre axes de la politique d'engagement sociétal du groupe La Poste, dont les jeunes sont les premiers bénéficiaires. Dès l'école, La Poste les accompagne en déployant le service d'éducation Pronote, en les équipant de tablettes éducatives Sqool ou en accueillant de nombreux stagiaires de troisième.

Cet accompagnement se poursuit dans le secondaire et au-delà. Ainsi, le groupe soutient de jeunes élèves talentueux issus de milieux modestes grâce à L'Envol, le campus de La Banque Postale, accueille de nombreux alternants, participe aux dispositifs #1jeune1solution, #1jeune1mentor. En 2021, plus de 4 300 stagiaires ont été accueillis, 5 708⁽¹⁾ nouveaux contrats d'alternance ont été signés, et 350 postiers sont devenus mentors de jeunes scolarisés ou en phase d'insertion professionnelle. Partenaires de la Grande Cause #SolutionsJeunes (voir ci-contre), le groupe La Poste et la Caisse des Dépôts se mobilisent pour faire émerger les solutions qui permettront à chacun de trouver sa place dans la société. Mobilisation qui se concrétise dans les territoires au travers de partenariats avec des acteurs implantés localement

(Réseau des Écoles de la 2^e chance, Enactus, Entreprendre pour apprendre, FACE, missions locales). Pour offrir une réponse à tous et partout.

Une offre qui s'adapte aux besoins des jeunes

Proposer aux jeunes des offres dédiées et attractives est une priorité du plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous ». Prêts étudiants, comptes bancaires Ma French Bank et/ou La Banque Postale, L'Identité Numérique La Poste pour sécuriser les démarches en ligne... La Poste adapte continuellement son offre en misant sur les échanges et sa proximité physique et numérique toujours plus forte. À l'automne 2021, une tournée événementielle à la rencontre de 1,4 million d'étudiants dans 11 grandes villes universitaires et une campagne d'affichage « Les jours ou jamais » ont été organisées dans les campus et les lycées. Les bureaux de poste, partie prenante du dispositif, ont relayé ce temps fort auprès des jeunes partout en France.

(1) Périmètre groupe La Poste en France.

Trouver les nouvelles priorités d'action pour les jeunes



Aux côtés de la Caisse des Dépôts, La Poste est partenaire de la Grande Cause #SolutionsJeunes. Cette initiative doit faire émerger des actions en faveur de l'émancipation des jeunes, pour aider chacun à trouver sa place dans la société. L'opération réunit 50 acteurs de la société civile (entreprises, médias, associations, universités) autour d'une grande consultation et d'ateliers de concertation et de coconstruction permettant de transformer les idées prioritaires en actions concrètes. Ces actions seront ensuite étudiées et enrichies jusqu'en mars 2023, pour aboutir à un plan national de 5 à 10 actions déployées à l'échelle nationale. La consultation a rencontré un vif succès avec 300 000 participants et 500 000 votes pour 2 400 propositions. La Poste y a pris une part active (100 000 votes) en incitant ses équipes et ses clients à participer.

Témoignage

« Dans la mesure où nous sommes sur un regroupement pédagogique éclaté⁽¹⁾ dans lequel les enfants peuvent être dans deux ou trois villages différents, la solution Pronote Primaire de La Poste fluidifie les échanges entre les familles, les communes et les enseignants. Pronote nous aide à gérer tout ce qui touche aux activités périscolaires telles que la cantine ou la garderie. »

Robert Renault,
secrétaire du syndicat
du regroupement pédagogique
intercommunal
de Mons-en-Montois (Seine-et-Marne)

* Communes de Mons-en-Montois, Cessoy-en-Montois, Sognolles-en-Montois et Lizines (Seine-et-Marne)

L'École de la 2^e chance (E2C) de Marseille et La Poste œuvrent pour l'insertion des jeunes

Grâce au partenariat signé avec La Poste, l'École de la 2^e chance de Marseille renforce son offre de solutions pour accompagner les jeunes de la filière logistique dans leur insertion professionnelle. Ce partenariat a permis l'ouverture au sein du campus de Saint-Louis d'une salle d'examen du Code de la route qui peut accueillir l'ensemble des jeunes du quartier.

La situation des jeunes au regard de l'emploi et de la formation

11,7 millions

de personnes résidant en France au 1^{er} janvier 2021 ont entre 15 et 29 ans, ce qui représente 17,3 % de la population totale.

Source : Insee, 2021.

1,6 million

de jeunes n'étaient « ni en emploi, ni en études, ni en formation », en 2020.

Source : Insee, 2021.

29,2 %

des 15-29 ans se déclarent peu ou pas compétents en matière de gestion administrative numérique.

Source : Baromètre du numérique, Arcep, 2020.

LA POSTE, PARTENAIRE DES JEUNES

Des bancs de l'école à l'insertion dans la vie professionnelle, La Poste est aux côtés des jeunes, à chaque moment clé de leur vie, pour les aider à prendre leur envol et à développer leur potentiel.



Scolarité

+ de 200 millions

de connexions par mois à Pronote, la plateforme d'e-éducation de La Poste qui fait le lien entre l'école et les parents⁽¹⁾.

30 000

écoles concernées par le lancement de Pronote Primaire⁽²⁾.

+ de 650 000

tablettes éducatives Sqool déployées aujourd'hui en France dans les écoles, collèges et lycées.

897

jeunes élèves issus de milieux modestes accompagnés depuis 2012 par L'Envol.

Formation

4 300

stagiaires accueillis par La Poste en 2021, dont 12 % sont issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

5 708

jeunes en contrat d'apprentissage accueillis par le groupe La Poste en France en 2021.

+ de 800

stagiaires de 3^e accueillis dans des établissements postaux en 2021.

3 centres

de formation en alternance (CFA) Formaposte accompagnent près de 70 % des alternants de La Poste.

Vie étudiante

37 campus

visités dans le cadre du Campus Tour pour aller à la rencontre des jeunes.

10 services

extra-bancaires gratuits destinés aux jeunes de 18 à 29 ans avec le nouveau Pass Jeune de La Banque Postale.

750 sites

postaux de passage à l'examen théorique général du permis de conduire.

1 euro

La Banque Postale propose le prêt permis de conduire à 1 euro par jour.

Insertion professionnelle

2 700 jeunes

de moins de 25 ans embauchés par le groupe La Poste en France en 2021.

350

postiers sont devenus mentors de jeunes scolarisés ou en phase d'insertion professionnelle.

8 000 solutions dédiées aux jeunes

Dans le cadre du plan #1jeunesolution lancé par les pouvoirs publics, La Poste se mobilise pour accompagner les 16-25 ans au travers de 8 000 solutions (recrutements en CDI ou en CDD, en alternance, en contrats d'apprentissage et de professionnalisation). Objectif : former et insérer les jeunes dans l'emploi en leur offrant des perspectives professionnelles au sein du groupe La Poste.

(1) Selon le classement d'App Annie, société spécialisée dans l'analyse de données mobiles.

(2) Déploiement par Docaposte en février 2021.

Traits d'union

#décarboner

Dans le cadre du volet écologique du plan de relance, la préfecture de région s'appuie sur La Poste pour accompagner la rénovation énergétique de ses bâtiments via les certificats d'économie d'énergie (CEE).

P. 12

La loi impose une réduction de

40%

de la consommation d'énergie finale des bâtiments tertiaires publics et privés dès 2030, et jusqu'à 60 % d'ici à 2050.

#dynamiser

L'Hérault renforce son maillage en voies vertes et pistes cyclables, afin de répondre aux besoins liés à la pratique croissante du vélo de sa population et des touristes. Un investissement soutenu par La Banque Postale, qui finance le Plan Hérault vélo.

P. 14

157

millions d'euros investis par La Banque Postale en 2021 pour les mobilités douces et les transports propres sur le secteur public local en Occitanie.



#décarboner

Performance énergétique : la préfecture de région s'associe à La Poste

Le secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) de la préfecture de la région Occitanie a renouvelé, en février dernier, un accord-cadre sur l'économie d'énergie avec La Poste et sa filiale EDE.

Cet accord permet à tous les services et établissements publics de l'État présents sur la région Occitanie de bénéficier de l'accompagnement de La Poste à la transition écologique, via l'optimisation des certificats d'économie d'énergie (CEE). Il s'inscrit dans le cadre du plan de relance économique de l'État France Relance, dont le volet écologique vise à aider les entreprises, les collectivités locales ou les ménages, notamment sur la performance énergétique des bâtiments. La Poste, en tant que partenaire, valorise les travaux d'économie d'énergie à tous les stades de la démarche : détection des travaux éligibles, estimation des économies d'énergie générées,

81% des consommations énergétiques des communes proviennent des bâtiments communaux, soit le deuxième poste de dépenses dans leur budget.

constitution des dossiers CEE, et ce jusqu'au versement des primes. Elle met également en place un plan de communication interne pour faire connaître le dispositif en allant à la rencontre des établissements partout sur le territoire régional. C'est ainsi que la direction départementale des finances publiques de l'Hérault (DDFIP 34) a confié à La Poste la gestion des CEE relatifs à trois projets immobiliers. Comme le souligne Philippe Dumont, responsable de la division de l'immobilier à la direction logistique et immobilier de la DDFIP 34, « tous nos projets immobiliers retenus dans le cadre du plan de relance sont orientés vers la performance énergétique. Nous avons trois chantiers de rénovation en cours, dont certains types de travaux sont concernés par les CEE, dans les communes de Pézenas et de Lunel ainsi que dans le quartier Montpellier Millénaire ». Ces travaux sont éligibles aux certificats puisqu'ils permettront un gain énergétique estimé à 564 000 kWh par an. Cela concerne l'isolation thermique, le changement de menuiseries extérieures, de réseau de climatisation et chauffage ou l'installation de panneaux solaires, pour un investissement total de près de 4 millions d'euros pour ces trois sites.



« Nous avons renouvelé l'accord-cadre pour permettre à l'ensemble des entités adhérentes de continuer à bénéficier d'un support contractuel efficace et sécurisé. L'accompagnement important de La Poste est l'une des clés de la réussite du partenariat engagé. Les premières réceptions validées des travaux devraient permettre prochainement de visualiser et de mesurer concrètement les retombées financières du dispositif. »

Alexandre Gasparian,
directeur de la plateforme
régionale des achats,
préfecture de la région Occitanie



« La mission confiée par la préfecture de région nous positionne en véritable accélérateur d'un écosystème vertueux qui contribue à l'enjeu national et prioritaire qu'est la préservation de l'environnement. Les CEE sont considérés par les administrations comme un levier financier supplémentaire, au service d'un projet d'économies d'énergie, au même titre que les subventions. L'accord-cadre permet ainsi un accompagnement technique et administratif à des conditions négociées. »

Éric Villa,
responsable grands comptes
stratégiques à La Poste
Solutions Business



EN SAVOIR PLUS
<https://bit.ly/3x19SpG>



2

TOULOUSE (31)

Les biodéchets s'offrent une seconde vie

Urby Toulouse, filiale du groupe La Poste et de la Banque des Territoires dédiée à la logistique urbaine, et Cler Verts, entreprise de recyclage des déchets basée à Bélesta-en-Lauragais, s'associent pour la collecte, le traitement et la valorisation des biodéchets toulousains. Ils mutualisent leurs savoir-faire pour proposer aux professionnels (hôtels, Ehpad, cantines scolaires, restaurants d'entreprise) une solution de proximité de collecte des biodéchets tout en minimisant l'impact carbone. Ainsi, 27 collectes sont réalisées chaque semaine, ce qui permet de récupérer et de valoriser 10 tonnes de déchets sur le centre-ville toulousain.

1

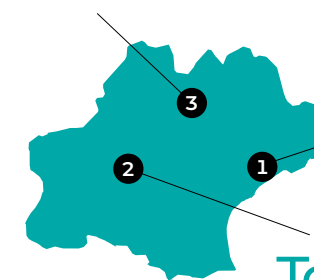
MONTPELLIER (34)

Des vélos-cargos livrent l'hypercentre

À Montpellier cœur de ville, un nouveau mode de livraison à La Poste est déployé : le vélo-cargo. Permettant de livrer jusqu'à 140 colis par jour, il remplace le véhicule utilitaire, sans être contraint par la circulation dans l'Écusson. L'objectif est de répondre à trois enjeux essentiels : l'explosion des envois de colis, un acheminement respectueux de l'environnement et un accès de plus en plus complexe en cœur de ville. Quatre vélos-cargos électriques, pouvant chacun contenir jusqu'à 300 kilos, distribuent les colis aux particuliers et professionnels depuis le mois de juin.



Onet-le-Château



Montpellier

Toulouse

3

ONET-LE-CHÂTEAU (12)

La Poste produit une énergie verte

La plateforme de préparation et de distribution du courrier d'Onet-le-Château a été sélectionnée parmi 10 sites postaux pour son potentiel d'autonomie énergétique grâce à la mise en place d'une centrale photovoltaïque sur sa toiture. Cette installation, réalisée par La Poste Immobilier et subventionnée par la région Occitanie, est composée de 226 modules photovoltaïques pour une puissance totale de 85 kWc, sur une surface d'environ 970 m². Ainsi, 75% de l'électricité produite par les modules photovoltaïques seront utilisés pour les équipements du site, soit environ 35% des besoins annuels en électricité de l'établissement. Le surplus éventuel (production du week-end) sera injecté sous forme de don auprès d'un bailleur social (résidence Polygone) situé dans un rayon inférieur à 2 kilomètres.



#dynamiser

Le département de l'Hérault investit dans la mobilité douce

La Banque Postale accompagne l'Hérault sur plusieurs projets d'envergure écologique, éligibles aux prêts verts, en partenariat avec Sfil (société financière d'investissement locale). L'un des projets phares est celui du financement pluriannuel du Plan Hérault vélo, un investissement nécessitant 60 millions d'euros en prêt vert sur les 80 millions souscrits au total.

La Banque Postale commercialise des prêts auprès du secteur public qui sont ensuite refinancés par Sfil via son programme d'émission verte destiné aux investisseurs sensibles aux critères ESG (environnementaux, sociaux, de gouvernance). « L'Hérault est un acteur engagé sur les enjeux liés au développement durable de son territoire, il a cherché une cohérence d'ensemble entre son

investissement vert et son mode de financement », souligne Flavien Noyer, chargé d'affaires La Banque Postale Languedoc-Roussillon. Le Plan Hérault vélo prévoit l'aménagement d'un réseau de voies et pistes cyclables structurantes pour tout le département. « C'est un investissement d'envergure qui s'étalera sur une dizaine d'années, à raison d'environ 6 millions d'euros par an. La voie verte entre Lunel et La Grande-Motte et celle qui relie Saint-Chinian à Cazouls-lès-Béziers ont déjà été finalisées, tout comme l'aménagement de l'itinéraire entre Béziers et la mer. Les travaux ont démarré dans d'autres secteurs, et les études ont commencé pour la section Canal du Midi-Béziers-Aude de l'EuroVelo 8 », explique Kléber Mesquida, président du conseil départemental de l'Hérault. Le second projet financé en prêts verts est la construction du bâtiment administratif Alco 2 à Montpellier. Ce bâtiment a été conçu pour répondre aux enjeux environnementaux en ayant recours aux énergies renouvelables pour ses besoins en énergie.



« La Banque Postale est un partenaire historique de la collectivité, qui répondait déjà à nos attentes en termes de prêts et a su nous proposer de convertir notre stock existant en prêts verts à un moment où cela était pertinent. Peu d'établissements bancaires proposent ce type de produit, c'était une opportunité à saisir pour la collectivité. »

Kléber Mesquida,
président du conseil
départemental
de l'Hérault



« Ces deux prêts verts ont permis de mettre en exergue cet engagement commun au service des territoires auquel le dispositif Sfil et La Banque Postale sont pleinement attachés. Des discussions restent en cours avec le département pour refinancer d'autres projets d'efficacité énergétique, dont la construction de nouveaux collèges, essentiels aux besoins de la population héraultaise. »

Vincent Troester,
chargé d'opérations
middle-office Sfil



De gauche à droite : Frédéric Fontes, adjoint au maire de Belpech ; Estelle Vilespey, adjointe au maire de Belpech ; Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste ; Pierre Vidal, maire de Belpech ; Henri Palauqui, directeur de secteur La Poste ; Isabelle Ambry, déléguée territoriale du groupe La Poste dans l'Aude.

La Poste au cœur d'un lieu de vie et de services à Belpech

L'Aude : un puzzle de 443 communes, souvent rurales, voire isolées. Dans ce département, La Poste, en concertation avec les élus de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), a maillé le territoire de 228 points de contact. Elle s'attache particulièrement à favoriser l'accès aux services publics. C'est le cas dans la commune de Belpech, où un concept innovant d'espace de services publics et numériques a vu le jour en 2019.

Cet espace est né du projet de transformation du bureau de poste en La Poste agence communale. En plus de ce point de contact postal, il rassemble le bureau des associations, les bureaux du centre intercommunal d'action sociale, un bureau pour la France services itinérante portée par la communauté de communes ainsi qu'un tiers-lieu composé d'une petite salle de travail en groupe, d'une salle de réunion, de deux bureaux individuels, d'une salle de repos/cuisine et d'un espace de

coworking. Deux gérantes, présentes en alternance, accueillent le public du lundi au vendredi. Suite à une enquête, en 2018, du Pays Lauragais sur les tiers-lieux en milieu rural, la mairie de Belpech a saisi l'opportunité de racheter les locaux postaux pour y créer cet espace de services publics et numériques, le premier de ce genre dans le département. La situation du bureau de poste au centre du bourg l'a naturellement désigné pour accueillir un lieu de vie et de services aux habitants. La transformation du bureau de poste en La Poste agence communale et une partie du tiers-lieu ont été cofinancées par la commune, la région et le fonds de péréquation territoriale à hauteur de 175 000 euros, pour un coût global de 335 000 euros. La concertation et un dialogue régulier avec le maire et son équipe ont permis d'instaurer une relation de confiance autour du projet de transformation du bureau de poste et de création de cette maison des services. L'espace de services publics et numériques de Belpech est régulièrement montré en exemple de dynamisation d'un espace rural et a convaincu plus d'un élu de faire de la transformation une opportunité.



« La Commission départementale de présence postale territoriale de l'Aude ambitionne de relayer les projets des élus dans leur besoin vis-à-vis de La Poste. Il est important que le maillage postal réponde à leurs attentes et à celles de leurs administrés. Nous soutenons notamment des projets de développement du numérique et d'implantation de France services, qui sont

des facteurs importants dans l'évolution du réseau des points de contact de La Poste. La CDPPT de l'Aude a mis en œuvre un projet très innovant de maison des services et du numérique à Belpech, lors de la transformation du bureau de poste. Nous avons récemment accompagné plusieurs projets d'accès au numérique en milieu rural sur le Lauragais et dans le Limouxin. »

Gisèle Jourda,
présidente de la CDPPT
de l'Aude

« La jeunesse est multiple mais partage une même expérience des fragilités. »

MINI-CV

Professeur
de sociologie

Directeur de la Graduate
School Sociologie
et Science Politique de
l'université Paris-Saclay.

Spécialiste des mobilités
sociales, des politiques
éducatives et de
la jeunesse.

Auteur de *Pour une
politique de la jeunesse*,
paru aux éditions
du Seuil en 2022.



RÉFLEXIONS

Pour le sociologue **Camille Peugny** les difficultés rencontrées par les jeunes entre 16 et 25 ans peuvent créer de la défiance envers les institutions. Un risque qui appelle une nouvelle manière de penser et d'accompagner cette génération en quête d'insertion.

Pouvez-vous nous dresser le portrait-robot de la jeunesse ?

C'est assez compliqué car il n'y a pas « une » mais des jeunesses.

Les personnes nées au même moment n'ont pas la même façon de penser et n'affrontent pas les mêmes problématiques, selon leur origine sociale, géographique ou ethnique. Les jeunes urbains issus des cités populaires souffrent, par exemple, de discrimination sur les marchés de l'emploi et du logement. De leur côté, pour accéder aux études de leur choix et exercer un métier qui les intéresse, les jeunes ruraux doivent souvent abandonner leur territoire d'origine et leurs relations sociales.

Dès lors, quels sont les points communs de la jeunesse ?

On associe la jeunesse à une tranche d'âge dans laquelle les individus partagent une même expérience des fragilités. Entre 16 ans, âge auquel la scolarité n'est plus obligatoire, et 25 ans, celui de l'accession à la protection sociale intégrale, les jeunes qui souhaitent devenir autonomes et indépendants, dans les faits, ne peuvent bien souvent que compter sur leur famille. Cela maintient une dépendance non souhaitée et reproduit les inégalités liées à l'aide financière apportée par les parents. La présence des étudiants salariés aux distributions de la Banque alimentaire a révélé cette fragilité. Cette précarité peut encourager la défiance des jeunes envers les institutions.

Il existe pourtant de nombreux dispositifs nationaux et locaux d'accompagnement qui leur sont destinés...

Certes mais ils peuvent être difficilement lisibles et compréhensibles. Pour sortir les jeunes de l'urgence et de l'angoisse de l'insertion, il faut privilégier des dispositifs d'aide universels et une logique d'expérimentation. Au Danemark, par exemple, l'État finance six ans d'études rémunérées (800 euros par mois) à tous les jeunes de 18 ans ayant l'équivalent du baccalauréat. Cela permet à chacun de s'émanciper en bénéficiant d'un droit à l'erreur.

Comment les acteurs publics et économiques peuvent-ils contribuer à cette véritable politique de la jeunesse ?

Les territoires ont besoin d'une impulsion de l'État pour réduire les inégalités et comptent aussi sur les acteurs économiques, très complémentaires du système éducatif, pour la formation. Il faut toutefois que cela dépasse les pures logiques d'employeur qui enferment parfois les jeunes dans les filières professionnelles locales. Les entreprises peuvent agir en ce sens et ainsi être vraiment utiles. La politique sociale inclusive menée par le groupe La Poste, qui favorise l'intégration professionnelle des jeunes et l'égalité des chances, peut en être une des illustrations.